

SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE-BESSANCOURT (SMAPP)

Comité syndical du 10 octobre 2025

SEANCE N°57

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL N°25-19

Objet : Ralliement à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance statutaire 2027-2030 du Centre Interdépartemental de Gestion

Le comité syndical, dûment convoqué le 3 octobre 2025, s'est réuni à 16h00 en séance publique, dans les locaux du SMAPP au 20 rue de la Colonne, à Méry-sur-Oise, sous la présidence de Bernard TAILLY.

Nombre de membres : 21

Nombre de présents : 9

Nombre de votants : 14

Etaient présents :

Pour la Région Ile-de-France : Nicole LANASPRES, Carine PELEGRIN

Pour le Département du Val d'Oise : Marie-Christine CAVECCHI, Philippe ROULEAU, Gérard LAMBERT-MOTTE

Pour les Communes et leurs groupements : Pierre-Edouard EON, Alain RICHARD (suppléant de Laurent LINQUETTE), Bernard TAILLY, Michel VALLADE

Avaient donné pouvoir :

Pour la Région Ile-de-France : Thibault HUMBERT (pouvoir à Nicole LANASPRES)

Pour le Département du Val d'Oise : Céline VILLECOURT (pouvoir à Marie-Christine CAVECCHI), Laetitia BOISSEAU (pouvoir à Gérard LAMBERT-MOTTE)

Pour les Communes et leurs groupements : Carole FAIDHERBE (pouvoir à Carine PELEGRIN), Nadine PROCHEZ (pouvoir à Philippe ROULEAU)

Absents et excusés :

Pour la Région Ile-de-France : Xavier MELKI, France-Lise VALIER, Benjamin CHKROUN, Cécile DUMAS

Pour le Département du Val d'Oise : Véronique PELISSIER, Pascal BERTOLINI

Pour les Communes et leurs groupements : Jean-Christophe POULET

LE COMITE SYNDICAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Assurances ;

VU le Code de la Commande publique et notamment l'article L2124-3 qui définit la procédure avec négociation ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment l'article R.2124-3 qui fixe les cas dans lesquels le recours à la procédure avec négociation est possible ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 5 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CIG en date du 24 juin 2025 approuvant le renouvellement du contrat groupe selon la procédure avec négociation ;

CONSIDERANT la nécessité de conclure un contrat d'assurance statutaire,

CONSIDERANT que la passation de ce contrat doit être soumise au Code de la Commande Publique,

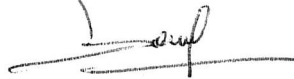
APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

DECIDE de se joindre à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance que le Centre Interdépartemental de Gestion va engager début 2026 conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

PREND ACTE que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin que le SMAPP puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CIG à compter du 1^{er} janvier 2027.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président,



Bernard TAILLY